



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE PLANAISE**

Date de la convocation : **14.02.2024**  
Date d'envoi aux Conseillers : **15.02.2024**  
Date d'affichage de la convocation : **05.03.2024**

Nombre de Membres en exercice : **15**  
Qui ont pris part à la Délibération : **14**  
*dont 1 pouvoir*

**Séance du mardi 12 mars 2024**

L'an **DEUX MILLE VINGT QUATRE**,

Le mardi douze mars à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de **PLANAISE**, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de **Monsieur Lionel MURAZ, Maire**.

**Présents** : Annie GORGES, Olivia UCAR-MORELLE, Nathalie GONTARD, Bernard SALOMON, Xavier PERRIN, Josselin PAPIN, Michel AGUETTAZ, Marc ROZIER, Sandrine GADBLEDE, Anthony d'AMBROSIO, Thierry BATAILLARD, Sylvie GIRAUD.

**Excusé(s)** : Romuald BENDOTTI *qui a donné pouvoir à Marc ROZIER*, Ludovic PEROT.

**Annie GORGES** a été nommée secrétaire de séance.

Délibération n° **DÉL 2024-10**

**OBJET DE LA DÉLIBÉRATION :**

**CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPEL À L'ORDRE DANS LE  
RESSORT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHAMBÉRY**

La présente convention est signée entre :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de CHAMBÉRY, Pierre-Yves MICHAU,

**ET**

- Monsieur Lionel MURAZ, Maire de la commune de PLANAISE (73800)

Le Maire expose au Conseil Municipal :

**PRÉAMBULE – CADRE JURIDIQUE ET OBJET DE LA CONVENTION**

*Vu l'article L. 132-7 du code de la sécurité intérieure tel qu'il résulte de la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, en son article 11, et qui dispose : « Lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publiques, le maire ou son représentant désigné dans les conditions prévues à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales peut procéder verbalement à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et à la tranquillité publics, le cas échéant en le convoquant en mairie.*

**Le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur ».**

*Vu le code de procédure pénale, notamment l'article 39-1 du code de procédure pénale.*

*Vu les articles L511-1 et L132-5 du code de la sécurité intérieure.*

*Vu l'article 50 de la loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.*

*Vu la loi n°2007-297 relative à la prévention de la délinquance.*

*Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.*

*Vu la circulaire n° NOR JUSD2007275C du 29 juin 2020 relative à la présentation des dispositions des articles 42, 59 et 72 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.*

*Vu la circulaire n° NOR JUSD2025423C du 01 octobre 2020 de politique pénale générale.*

*Vu la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020 – 2024.*

*Vu la circulaire n°6238/SG du Premier Ministre relative à la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024.*

*Vu le plan départemental de prévention de délinquance et de la radicalisation du 04 décembre 2020.*

*Vu la circulaire n° NOR JUST2034764C du 15 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de la justice de proximité.*

L'objet de cette convention est le développement et l'approfondissement des relations partenariales entre le Parquet de Chambéry et les maires du ressort dans le cadre du renforcement de la justice de proximité conformément à la politique pénale définie par le gouvernement et exposée par le Garde des Sceaux dans sa circulaire JUST2034764C du 15 décembre 2020.

Au-delà des relations qui se sont tissées entre le Parquet de CHAMBÉRY et certaines communes disposant de conseils locaux – ou intercommunaux – de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR/CISPDR), il apparaît essentiel aujourd'hui, d'apporter une réponse pénale plus adaptée à la réalité des territoires et mieux connue de tous.

Ainsi, ladite convention revêt un double objectif :

1. Adapter localement et de manière uniforme la procédure du rappel à l'ordre par les maires qui désirent la mettre en place sur leurs communes ;
2. Garantir, au travers d'une information réciproque, une cohérence et une harmonie entre l'action de la municipalité et celle du Parquet de Chambéry en matière de prévention de la délinquance et ce, pour lutter plus efficacement contre la délinquance dans chaque commune.

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : DOMAINE D'APPLICATION**

### **1- DOMAINE D'INCLUSION**

Le rappel à l'ordre s'applique :

- Aux faits portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publique ;
- **Et** commis sur le territoire de la commune de PLANAISE (73800).

Cela peut concerner principalement :

- Les conflits de voisinage,
- L'absentéisme scolaire,
- La présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives,



- Les atteintes légères à la propriété publique,
- Les « *incivilités* » commises par des mineurs (écarts de langage, attitude irrespectueuse...),
- Les incidents aux abords des établissements scolaires,
- Les contraventions aux arrêtés du Maire portées à sa connaissance,
- Les nuisances sonores,
- Certains écarts de langage, injures non publiques, actes d'intimidation ou menaces de violences,
- L'abandon d'ordures, déchets, matériaux ou autres objets,
- Les jets, épandages ou déversements sur une voie publique de substances susceptibles de nuire à la salubrité et sécurité publiques ou d'incommoder le public (contraventions de la cinquième classe prévues par l'article R116-2 du code la voirie routière),
- Les entraves à la libre circulation sur la voie publique (contraventions de la quatrième classe prévues par l'article R.644-2 du code pénal),
- La divagation d'animaux dangereux pour les personnes.

Cette liste n'étant pas exhaustive, le Maire appréciera après avoir pris en considération des cas où le rappel à l'ordre est exclu, de l'opportunité de recourir à cette prérogative au regard des éléments de faits rapportés.

## **2- LES AUTEURS SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET D'UN RAPPEL À L'ORDRE**

L'article L132-7 du code de sécurité intérieure nomme « *l'auteur* » des faits, ce qui exclut les complices et suppose que le Maire ait connaissance de **l'identité de la personne mise en cause**.

Le même texte précise que lorsque le mis en cause est **mineur**, le rappel à l'ordre est effectué, « *sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur* ». À ce titre, il appartient au Maire d'effectuer un minimum de diligences pour identifier les adultes concernés.

### **ARTICLE 2 : DOMAINE D'EXCLUSION**

Le rappel à l'ordre est en toute hypothèse, **exclu** :

- S'agissant des faits susceptibles d'être qualifiés de crimes ou de délits, qui doivent, en application de l'article 40 du code de procédure pénale, être dénoncés par le Maire au Procureur de la République.
- S'agissant des contraventions de 5ème classe contre les personnes, prévues et réprimées par les articles R.625-1 à R.625-13 du code pénal.
- Lorsqu'une plainte a été déposée dans un Commissariat de Police ou une Brigade de Gendarmerie,
- Lorsqu'une enquête judiciaire est en cours.

### **ARTICLE 3 : RELATIONS AVEC L'AUTORITÉ JUDICIAIRE**

Afin de coordonner cette prérogative avec les autres réponses pénales pouvant être apportées, il est convenu que la mise en place du rappel à l'ordre est précédée d'une **consultation** du Parquet de CHAMBÉRY quant à son opportunité.

Ce dernier est consulté par courriel comprenant  **systématiquement**  la fiche de transmission (Annexe 1) et le procès-verbal de constatation des faits (ou le rapport circonstancié établi sur les faits objets du rappel à l'ordre) numérisé, à l'adresse mail suivante :

[mairie.tj-chambery@justice.fr](mailto:mairie.tj-chambery@justice.fr)

L'objet du mail est ainsi formulé : « *RAO / Commune de PLANAISE (73800) / Nom de l'auteur* ».

Dans le cas d'un rappel à l'ordre envisagé à l'égard d'un mineur, le courriel sera transféré au Vice-Procureur en charge des mineurs pour avis préalable.

L'avis du Parquet de CHAMBÉRY est ensuite retransmis par réponse au maire de la commune de PLANAISE (73800) dans le délai maximum de 5 jours.

Envoyé en préfecture le 14/03/2024  
Reçu en préfecture le 14/03/2024  
Publié le 14/03/2024  
ID : 073-217302009-20240312-DEL\_2024\_10-DE

L'absence de réponse du Parquet dans le délai convenu vaudra acceptation.

En cas de refus de mise en œuvre du rappel à l'ordre, le dossier sera transmis au Parquet.

#### **ARTICLE 4 : ORIENTATION ALTERNATIVE**

Si, lors de la consultation du Parquet, il apparaît que les faits sont reconnus par le mis en cause et revêtent une qualification pénale justifiant la mise en œuvre d'une alternative aux poursuites, les magistrats du Parquet se réservent le droit de réorienter la procédure.

#### **ARTICLE 5 : CONDUITE DU RAPPEL À L'ORDRE**

##### **1- CONVOCATION EN VUE DU RAPPEL À L'ORDRE**

Après consultation du Parquet, l'auteur du fait est convoqué en vue d'un rappel à l'ordre par un courrier officiel.

S'il est mineur, les parents ou le responsable éducatif de celui-ci, sont également destinataires de la convocation. En effet, le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à son égard.

##### **2- PERSONNE COMPÉTENTE POUR EFFECTUER LE RAPPEL À L'ORDRE**

Sont compétents pour effectuer le rappel à l'ordre :

- Le Maire ;
- **Ou** son représentant désigné dans les conditions prévues à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales : soit un adjoint au Maire ou, à défaut, un membre du conseil municipal.

##### **3- CONTENU DU RAPPEL À L'ORDRE**

Le rappel à l'ordre est uniquement **verbal**.

Si le contenu du rappel à l'ordre est à la libre appréciation du Maire, il paraît opportun au cours de ce dernier :

- D'identifier clairement la norme transgressée ;
- De rappeler solennellement les règles régissant la vie en société ;
- D'indiquer les sanctions encourues.

Le Maire peut s'entretenir avec le mineur, ses parents ou le majeur concerné pour tenter de comprendre les raisons des comportements qui lui ont été signalés.

##### **4- SUIVI DU RAPPEL À L'ORDRE**

A l'issue du rappel à l'ordre, est transmis selon le même mode, la fiche d'information au Parquet de CHAMBÉRY.

À défaut de présentation de l'auteur en vue du rappel à l'ordre, l'autorité judiciaire compétente appréciera de l'opportunité d'engager des poursuites pénales en fonction de la gravité des faits et de la personnalité de la personne concernée.

Dans tous les cas où le rappel à l'ordre n'a pas pu être appliqué (avis de réorientation de la procédure pour mise en œuvre d'une mesure alternative en raison de la carence de l'auteur), le Maire est informé, à sa demande, par des classements sans suite, des mesures alternatives ou des poursuites engagées dans ce cadre.

### ARTICLE 6 : BILAN DU DISPOSITIF

Un bilan statistique annuel écrit des rappels à l'ordre prononcés ainsi qu'une analyse quantitative et qualitative seront réalisés par la commune de PLANAISE (73800) et transmis au Procureur de la République de CHAMBÉRY dans le mois suivant la date échéance afin d'analyser l'impact et la fréquence des rappels à l'ordre réalisés et d'ajuster, le cas échéant, la procédure à suivre.

### ARTICLE 7 : EFFET ET DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an au terme de laquelle elle fera l'objet d'une évaluation et pourra être dénoncée sous un préavis de 3 mois par chacun des signataires au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle se renouvellera par tacite reconduction.

Cette convention sera remise à chacune des parties signataires et pourra être adaptée à la demande de l'une ou de l'autre. En cas d'accord, les modifications souhaitées feront l'objet d'un avenant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention précitée avec le Tribunal Judiciaire de Chambéry,
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

Après avoir voté, le vote donne le résultat suivant :

Pour : **14 dont 1 pouvoir**

Contre : 0

Abstentions : 0

La Secrétaire de Séance,  
Annie GORGES



Pour copie conforme  
Le Maire,  
Lionel MURAZ



*Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.*

*De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative ».*

Envoyé en préfecture le 14/03/2024

Reçu en préfecture le 14/03/2024

Publié le 14/03/2024

ID : 073-217302009-20240312-DEL\_2024\_10-DE

Berger  
Levrault



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**TRIBUNAL JUDICIAIRE  
DE CHAMBÉRY**



# CONVENTION DE RAPPEL A L'ORDRE

\* \*

**LE PARQUET DE CHAMBERY**

**ET**

**LA COMMUNE DE PLANAISE (73800)**

\* \*

**ANNEE 2024**



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**TRIBUNAL JUDICIAIRE  
DE CHAMBÉRY**



# CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPEL A L'ORDRE DANS LE RESSORT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHAMBERY

La présente convention est signée entre :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de CHAMBERY,  
Pierre-Yves MICHAU,
  
- Monsieur le Maire de la commune de PLANAISE (73800), Lionel MURAZ

## **PRÉAMBULE – CADRE JURIDIQUE ET OBJET DE**

*Vu l'article L. 132-7 du code de la sécurité intérieure tel qu'il résulte de la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, en son article 11, et qui dispose : « **Lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publiques, le maire ou son représentant désigné dans les conditions prévues à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales peut procéder verbalement à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et à la tranquillité publics, le cas échéant en le convoquant en mairie.***

***Le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur ».***

*Vu le code de procédure pénale, notamment l'article 39-1 du code de procédure pénale.*

*Vu les articles L511-1 et L132-5 du code de la sécurité intérieure.*

*Vu l'article 50 de la loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.*

*Vu la loi n°2007-297 relative à la prévention de la délinquance.*

*Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.*

*Vu la circulaire n°NOR JUSD2007275C du 29 juin 2020 relative à la présentation des dispositions des articles 42, 59 et 72 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.*

*Vu la circulaire n°NOR JUSD2025423C du 01 octobre 2020 de politique pénale générale.*

*Vu la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020 – 2024.*

*Vu la circulaire n°6238/SG du Premier Ministre relative à la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024.*

*Vu le plan départemental de prévention de délinquance et de la radicalisation du 04 décembre 2020.*

*Vu la circulaire n°NOR JUST2034764C du 15 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de la justice de proximité.*

\* \* \*

L'objet de cette convention est le développement et l'approfondissement des relations partenariales entre le Parquet de Chambéry et les maires du ressort dans le cadre du renforcement de la justice de proximité conformément à la politique pénale définie par le gouvernement et exposée par le Garde des Sceaux dans sa circulaire JUST2034764C du 15 décembre 2020.

Au-delà des relations qui se sont tissées entre le Parquet de CHAMBERY et certaines communes disposant de conseils locaux – ou intercommunaux – de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR/CISPDR), il apparaît essentiel aujourd'hui, d'apporter une réponse pénale plus adaptée à la réalité des territoires et mieux connue de tous.

Ainsi, ladite convention revêt un double objectif :

1. Adapter localement et de manière uniforme la procédure du rappel à l'ordre par les maires qui désirent la mettre en place sur leurs communes ;
2. Garantir, au travers d'une information réciproque, une cohérence et une harmonie entre l'action de la municipalité et celle du Parquet de Chambéry en matière de prévention de la délinquance et ce, pour lutter plus efficacement contre la délinquance dans chaque commune.

Ceci étant exposé, il est convenu les dispositions suivantes :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : DOMAINE D'APPLICATION**

### **1- DOMAINE D'INCLUSION**

Le rappel à l'ordre s'applique :

- Aux faits portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publique ;
- **Et** commis sur le territoire de la commune de PLANAISE (73800)

Cela peut concerner principalement :

- Les conflits de voisinage,
- L'absentéisme scolaire,
- La présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives,
- Les atteintes légères à la propriété publique,
- Les « *incivilités* » commises par des mineurs (écarts de langage, attitude irrespectueuse...).
- Les incidents aux abords des établissements scolaires,
- Les contraventions aux arrêtés du Maire portées à sa connaissance,
- Les nuisances sonores,
- Certains écarts de langage, injures non publiques, actes d'intimidation ou menaces de violences,
- L'abandon d'ordures, déchets, matériaux ou autres objets,
- Les jets, épandages ou déversements sur une voie publique de substances susceptibles de nuire à la salubrité et sécurité publiques ou d'incommoder le public (contraventions de la cinquième classe prévues par l'article R116-2 du code la voirie routière).
- Les entraves à la libre circulation sur la voie publique (contraventions de la quatrième classe prévues par l'article R.644-2 du code pénal),
- La divagation d'animaux dangereux pour les personnes.

Cette liste n'étant pas exhaustive, le Maire appréciera après avoir pris en considération des cas où le rappel à l'ordre est exclu, de l'opportunité de recourir à cette prérogative au regard des éléments de faits rapportés.

## 2- LES AUTEURS SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET D'UN RAPPEL À L'ORDRE

L'article L132-7 du code de sécurité intérieure nomme « *l'auteur* » des faits, ce qui exclut les complices et suppose que le Maire ait connaissance de **l'identité de la personne mise en cause**.

Le même texte précise que lorsque le mis en cause est **mineur**, le rappel à l'ordre est effectué, « *sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur* ». A ce titre, il appartient au Maire d'effectuer un minimum de diligences pour identifier les adultes concernés.

### ARTICLE 2 : DOMAINE D'EXCLUSION

Le rappel à l'ordre est en toute hypothèse, **exclu** :

- S'agissant des faits susceptibles d'être qualifiés de crimes ou de délits, qui doivent, en application de l'article 40 du code de procédure pénale, être dénoncés par le Maire au Procureur de la République.
- S'agissant des contraventions de 5ème classe contre les personnes, prévues et réprimées par les articles R.625-1 à R.625-13 du code pénal.
- Lorsqu'une plainte a été déposée dans un Commissariat de Police ou une Brigade de Gendarmerie,
- Lorsqu'une enquête judiciaire est en cours.

### ARTICLE 3 : RELATIONS AVEC L'AUTORITÉ JUDICIAIRE :

Afin de coordonner cette prérogative avec les autres réponses pénales pouvant être apportées, il est convenu que la mise en place du rappel à l'ordre est précédée d'une **consultation** du Parquet de CHAMBÉRY quant à son opportunité.

Ce dernier est consulté par courriel comprenant  **systématiquement**  la fiche de transmission (Annexe 1) et le procès-verbal de constatation des faits (ou le rapport circonstancié établi sur les faits objets du rappel à l'ordre) numérisé, à l'adresse mail suivante :

[mairie.tj-chambery@justice.fr](mailto:mairie.tj-chambery@justice.fr)

L'objet du mail est ainsi formulé : « *RAO / Commune de PLANAISE (73800) / Nom de l'auteur* ».

Dans le cas d'un rappel à l'ordre envisagé à l'égard d'un mineur, le courriel sera transféré au Vice-Procureur en charge des mineurs pour avis préalable.

L'avis du Parquet de CHAMBÉRY est ensuite retransmis par réponse au mail de saisine, à la commune de PLANAISE (73800) dans le délai maximum de 5 jours.

L'absence de réponse du Parquet dans le délai convenu vaudra acceptation.

En cas de refus de mise en œuvre du rappel à l'ordre, le dossier sera transmis au Parquet.

## **ARTICLE 4 : ORIENTATION ALTERNATIVE**

Si, lors de la consultation du Parquet, il apparaît que les faits sont reconnus par le mis en cause et revêtent une qualification pénale justifiant la mise en œuvre d'une alternative aux poursuites, les magistrats du Parquet se réservent le droit de réorienter la procédure.

## **ARTICLE 5 : CONDUITE DU RAPPEL A L'ORDRE**

### **1- CONVOCATION EN VUE DU RAPPEL À L'ORDRE**

Après consultation du Parquet, l'auteur du fait est convoqué en vue d'un rappel à l'ordre par un courrier officiel (Annexe 2).

S'il est mineur, les parents ou le responsable éducatif de celui-ci, sont également destinataires de la convocation (Annexe 3). En effet, le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à son égard.

### **2- PERSONNE COMPÉTENTE POUR EFFECTUER LE RAPPEL À L'ORDRE**

Sont compétents pour effectuer le rappel à l'ordre :

- Le Maire ;
- **Ou** son représentant désigné dans les conditions prévues à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales : soit un adjoint au Maire ou, à défaut, un membre du conseil municipal.

### **3- CONTENU DU RAPPEL À L'ORDRE**

Le rappel à l'ordre est uniquement **verbal**.

Si le contenu du rappel à l'ordre est à la libre appréciation du Maire, il paraît opportun au cours de ce dernier :

- D'identifier clairement la norme transgressée ;
- De rappeler solennellement les règles régissant la vie en société ;
- D'indiquer les sanctions encourues.

Le Maire peut s'entretenir avec le mineur, ses parents ou le majeur concerné pour tenter de comprendre les raisons des comportements qui lui ont été signalés.

### **4- SUIVI DU RAPPEL À L'ORDRE**

À l'issue du rappel à l'ordre, est transmis selon le même mode, la fiche d'information au Parquet de CHAMBERY (Annexe 4).

À défaut de présentation de l'auteur en vue du rappel à l'ordre, l'autorité judiciaire compétente appréciera de l'opportunité d'engager des poursuites pénales en fonction de la gravité des faits et de la personnalité de la personne concernée.

Dans tous les cas où le rappel à l'ordre n'a pas pu être appliqué (avis défavorable émis par le Parquet, réorientation de la procédure pour mise en œuvre d'une mesure alternative ou poursuites pénales engagées en raison de la carence de l'auteur), le Maire est informé, à sa demande, par le Procureur de la République, des classements sans suite, des mesures alternatives ou des poursuites engagées dans ce cadre.

## **ARTICLE 6 : BILAN DU DISPOSITIF**

Un bilan statistique annuel écrit des rappels à l'ordre prononcés ainsi qu'une analyse quantitative et qualitative seront réalisés par la commune de PLANAISE (73800) et transmis au Procureur de la République de CHAMBERY dans le mois suivant la date échéance afin d'analyser l'impact et la fréquence des rappels à l'ordre réalisés et d'ajuster, le cas échéant, la procédure à suivre (Annexe 5).

## **ARTICLE 7 : EFFET ET DURÉE**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an au terme de laquelle elle fera l'objet d'une évaluation et pourra être dénoncée sous un préavis de 3 mois par chacun des signataires au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Elle se renouvellera par tacite reconduction.

Cette convention sera remise à chacune des parties signataires et pourra être adaptée à la demande de l'une ou de l'autre. En cas d'accord, les modifications souhaitées feront l'objet d'un avenant.

Fait en 2 exemplaires originaux, un exemplaire étant remis à chacune des parties.

Fait à CHAMBERY, le 12 mars 2024

<p>Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de CHAMBERY,</p> <p>Pierre-Yves MICHAU</p>	<p>Monsieur le Maire de la commune de PLANAISE (73800)</p> <p>Lionel MURAZ</p> 
--	---

### **Annexes jointes :**

- 1) Fiche transmission Parquet
- 2) Convocation en vue d'un rappel à l'ordre pour un majeur
- 3) Convocation en vue d'un rappel à l'ordre pour un mineur
- 4) Fiche d'information suite convocation
- 5) Fiche-Bilan d'information au Parquet – Bilan statistique annuel du rappel à l'ordre

1

## RAPPEL A L'ORDRE

### FICHE DE TRANSMISSION AU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE DE CHAMBERY POUR AVIS PREALABLE

Monsieur le Procureur de la République  
Tribunal Judiciaire de CHAMBERY  
Mail : [mairie.tj-chambery@justice.fr](mailto:mairie.tj-chambery@justice.fr)

A ....., le .....

Mon attention a été attirée par les services municipaux (**PV ou rapport circonstancié à joindre impérativement**) sur les agissements de :

**NOM, Prénom :**

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Profession :

**Si mineur :**

Noms, Prénoms des parents ou représentants légaux :

**Résumé des faits :**

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-7 du code de la sécurité intérieure et de la convention signée le....., j'ai l'intention de lui adresser un rappel à l'ordre. Je vous remercie, en conséquence, de bien vouloir me faire part de votre avis.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de ma haute considération.

*Signature du maire ou de son représentant désigné*

<b><u>Faits reconnus :</u></b>  <input type="checkbox"/> <b>Oui</b>  <input type="checkbox"/> <b>Non</b>	<b><u>Avis du Parquet :</u></b>  <input type="checkbox"/> <b>Favorable</b>  <input type="checkbox"/> <b>Défavorable</b> <i>Motifs :</i>  <input type="checkbox"/> <b>Réorientation :</b>
--	---

**CONVOCATION EN VUE D'UN RAPPEL À L'ORDRE**

Madame/Monsieur.....

.....

.....

.....

A ....., le .....

**Objet : Convocation à un rappel à l'ordre remise par lettre recommandée avec accusé de réception/en main propre** (indiquer la mention utile)

Madame, Monsieur,

En ma qualité de Maire de la commune de....., j'ai été informé(e) de ce qu'un rapport d'information (ou PV de constatation) a été établi par les services municipaux à votre rencontre :

**NOM, Prénom :**

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Pour avoir, sur le territoire de la commune de....., le.....

**Commis les faits suivants :**

Vu le rapport d'information (ou PV) n°....., établi le....., par les services municipaux.

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure.

Et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés en matière de prévention de la délinquance au titre de la loi du 5 mars 2007, **je vous demande de vous présenter** :

A....., le.....

A la mairie de.....

(Adresse)

Afin qu'il soit procédé à votre rencontre à un rappel à l'ordre solennel.

**A défaut de vous présenter à cette convocation, je vous indique que je transmettrai ce rapport d'information (ou PV) au Procureur de la République de CHAMBERY afin que des poursuites pénales puissent être engagées à votre rencontre.**

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur, mes salutations distinguées.

*Signature du maire ou de son représentant désigné.*



**CONVOCATION EN VUE D'UN RAPPEL À L'ORDRE (MINEUR)**

Madame/Monsieur.....  
.....  
.....  
.....

A ....., le .....

**Objet : Convocation à un rappel à l'ordre remise par lettre recommandée avec accusé de réception/en main propre** (indiquer la mention utile)

Madame, Monsieur,

En ma qualité de Maire de la commune de....., j'ai été informé(e) de ce qu'un rapport d'information (ou PV de constatation) a été établi par les services municipaux à l'encontre de votre enfant :

**NOM, Prénom :**

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Pour avoir, sur le territoire de la commune de....., le.....

**Commis les faits suivants :**

Vu le rapport d'information (ou PV) n°....., établi le....., par les services municipaux.

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure.

Et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés en matière de prévention de la délinquance au titre de la loi du 5 mars 2007, **je vous demande de vous présenter avec votre enfant :**

A....., le.....

A la mairie de.....

(Adresse)

Afin qu'il soit procédé à l'encontre de votre enfant à un rappel à l'ordre solennel. La présence des parents, représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard du mineur est exigée par la loi.

**A défaut de vous présenter à cette convocation avec votre enfant, je vous indique que je transmettrai ce rapport d'information (ou PV) au Procureur de la République de CHAMBERY afin que des poursuites pénales puissent être engagées à son encontre.**

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur, mes salutations distinguées.

*Signature du maire ou de son représentant désigné.*

4

**RAPPEL À L'ORDRE**  
**FICHE D'INFORMATION AU PARQUET**

Monsieur le Procureur de la République  
Tribunal Judiciaire de CHAMBERY

Mail : [mairie.tj-chambery@justice.fr](mailto:mairie.tj-chambery@justice.fr)

A ....., le .....

Suite au rapport municipal (ou PV) n°..... et à votre avis favorable du....., j'ai convoqué :

**NOM, Prénom** :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Profession :

Afin de procéder à un **rappel à l'ordre**.

Je vous informe que cette personne :

- A déferé à sa convocation
- N'a pas déferé à sa convocation

**OBSERVATIONS** :

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de ma haute considération.

*Signature du maire ou de son représentant désigné.*

5

## FICHE-BILAN D'INFORMATION AU PARQUET

### Bilan statistique annuel du rappel à l'ordre

Monsieur le Procureur de la République  
Tribunal Judiciaire de CHAMBERY

Mail : [mairie.ti-chambery@justice.fr](mailto:mairie.ti-chambery@justice.fr)

A ....., le .....

➤ Nombre de rappels à l'ordre prononcés :

- Mineurs :

- Majeurs :

- Total :

➤ Nombre de carences à convocation :

➤ Répartition par types de faits :

- conflits de voisinage :  
- absentéisme scolaire :  
- présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives :  
- atteintes légères à la propriété publique :  
- incivilités commises par des mineurs :  
- incidents aux abords des établissements scolaires :  
- nuisances sonores :  
- contraventions aux arrêtés municipaux :

- écarts de langage, injures non publiques, actes d'intimidation ou menaces de violences :  
- divagation d'animaux dangereux :  
- jets, épandages ou déversements sur une voie publique de substances susceptibles de nuire à la salubrité et sécurité publiques ou d'incommoder le public :  
- entraves à la libre circulation sur la voie publique :  
- abandon d'ordures :  
- autres :

• Nombre de réitérations constatées :

• Analyse quantitative :

• Analyse qualitative :

*Signature du maire ou de son représentant désigné.*